



## TERMES DE RÉFÉRENCE

**Pour le recrutement d'un consultant chargé d'une recherche-action sur Pastoralisme sûr et durable comme solution agroécologique audacieuse face au changement climatique**

**Octobre 2025**

## 1. Contexte et justification

Le pastoralisme est un système d'élevage à la fois traditionnel et innovant, notamment du point de vue des enjeux écologiques. Fondé sur la mobilité du bétail, il constitue un système écologiquement intégré, spécialisé dans la valorisation d'opportunités de pâturage et de ressources en eau imprévisibles dans des environnements marqués par une forte variabilité climatique. Il permet ainsi de transformer des ressources végétales non comestibles pour l'homme en protéines animales de haute qualité, tout en valorisant durablement des territoires non arables, avec un recours limité aux intrants et une dépendance quasi nulle aux énergies fossiles.

En outre, la mobilité des troupeaux permet de réduire la pression exercée sur les pâturages, favorisant ainsi le renouvellement des ressources naturelles et leur régénération. Lorsqu'il est pratiqué de manière durable, l'élevage pastoral contribue également à la préservation de la biodiversité, notamment par la dispersion naturelle des semences via les déjections animales et la fertilisation des terres agricoles.

Par ailleurs, la mobilité du bétail constitue un facteur essentiel non seulement pour la protection et la croissance du cheptel, mais aussi pour la gestion d'environnements dégradés par des formes d'usage non adaptées. De fait, les systèmes d'élevage mobile représentent la principale forme de valorisation durable des ressources naturelles dispersées et hautement variables dans les pays sahéliens.

Dans le contexte ouest-africain, notamment au Mali, au Niger et au Burkina Faso, les systèmes pastoraux reposent sur une gestion collective et mobile des ressources naturelles, conçue pour tirer parti de la variabilité climatique plutôt que de la subir. Les transhumances reliant les zones sahéliennes du nord aux zones agricoles du sud permettent une utilisation complémentaire et saisonnièrement équilibrée des pâturages naturels, des points d'eau et des résidus de culture.

Cette intégration à grande échelle entre agriculture et élevage, fondée sur la négociation des accès aux ressources et la transmission continue des savoirs locaux, fait du pastoralisme une pratique agroécologique exemplaire : faiblement dépendante des intrants fossiles, hautement efficiente dans la valorisation de ressources naturelles variables et porteuse d'opportunités économiques, sociales et écologiques dans des contextes soumis à de fortes pressions climatiques et foncières.

D'ailleurs, selon la FAO (2021), « *les dix éléments définissant les pratiques agroécologiques proposés par la FAO (2018) sont tous présents dans le pastoralisme* », confirmant ainsi son rôle central dans les transitions agroécologiques en Afrique de l'Ouest. De plus, les travaux du CIRAD, dans le cadre du projet CaSSECS, ont montré que l'empreinte carbone d'un système pastoral sahélien est négative ou neutre selon la saison, illustrant ainsi la contribution du pastoralisme à la séquestration du carbone et à la résilience climatique (Assouma et al., 2019). Ces synergies entre mobilité, savoirs endogènes et efficacité écologique constituent à la fois la base et la signature des pratiques agroécologiques intégrées qui caractérisent les systèmes pastoraux ouest-africains.

Cependant, malgré ces atouts reconnus, le pastoralisme reste insuffisamment pris en compte dans les politiques publiques et fait face à plusieurs défis structurels qui limitent pleinement son potentiel de contribution au développement durable, parmi lesquels :

- L'insécurité foncière et la faiblesse de la gouvernance territoriale, qui fragilisent la gestion collective et équitable des ressources naturelles ;
- Les restrictions croissantes à la mobilité pastorale, liées aux politiques d'aménagement, à l'insécurité et à la fermeture progressive des couloirs de transhumance ;
- La pression accrue sur les ressources encore accessibles, résultant de la réduction des espaces pastoraux, de l'accaparement des terres, de la sédentarisation forcée et de la variabilité climatique ;
- La reconnaissance encore limitée des contributions du pastoralisme dans les stratégies nationales d'adaptation au changement climatique et de transition agroécologique, malgré son rôle avéré dans la durabilité des systèmes alimentaires et la résilience des territoires sahéliens.

Face à ces défis, le Réseau Billital Maroobé (RBM), en partenariat avec l'International Land Coalition (ILC) et la Fondation McKnight, et avec l'appui de partenaires techniques et financiers, met en œuvre une recherche-action participative visant à documenter, valoriser et promouvoir le pastoralisme comme solution agroécologique crédible et audacieuse face aux changements climatiques.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet intitulé « Pastoralisme sûr et durable comme solution climatique agroécologique audacieuse », mis en œuvre au Burkina Faso, au Mali, au Niger, ainsi que dans les zones transfrontalières reliant ces pays aux États côtiers. L'initiative ambitionne notamment de :

- Promouvoir le pastoralisme comme pratique agroécologique au service de l'action climatique ;
- Sécuriser l'accès à la terre et aux ressources pastorales par une gouvernance foncière inclusive et équitable ;
- Documenter et valoriser les pratiques agroécologiques des pasteurs ;
- Construire une communauté de pratique visant à renforcer le plaidoyer et l'ancrage politique du pastoralisme aux niveaux local, régional et international, tout en veillant à ce que le dispositif ne soit pas uniquement extractif — c'est-à-dire que les données et connaissances ne circulent pas seulement vers le haut — mais qu'il favorise également des échanges horizontaux entre organisations pastorales. Cette communauté constituera un espace d'apprentissage mutuel et de co-production de savoirs sur les bonnes pratiques agroécologiques et la préservation de la biodiversité, illustrant concrètement les contributions du pastoralisme à la durabilité des territoires et à la résilience climatique.

Enfin, cette initiative s'appuie sur les enseignements tirés d'expériences récentes, notamment de l'évaluation finale du projet PRISMA (2022–2025), mis en œuvre dans la même zone géographique. Cette évaluation a révélé à la fois des acquis significatifs — tels que le développement d'outils innovants, la valorisation carbone et la mise en place de task forces nationales — mais également des limites en matière d'appropriation locale, de coordination institutionnelle et de financement pour la mise à l'échelle. Tirer les leçons de ces expériences constitue donc une étape essentielle pour renforcer la pertinence, l'efficacité et l'impact de la présente initiative.

## 1. Objectifs de la recherche-action

### *1.2. Objectif général*

Contribuer à la reconnaissance et à l'intégration du pastoralisme comme solution agroécologique, climatique et de préservation de la biodiversité dans les politiques publiques, à travers la production, la valorisation et l'utilisation de connaissances solides, participatives et ancrées dans les pratiques locales et les savoirs endogènes.

### *1.3. Objectifs spécifiques*

1. Valider la mobilité et la complémentarité agro-pastorale comme principes fondateurs de l'agroécologie pastorale, en démontrant leur rôle central dans la durabilité écologique, la résilience climatique, la préservation de la biodiversité et la sécurité alimentaire.
2. Appliquer une méthodologie commune et participative de recherche-action pour documenter, comparer et capitaliser les bonnes pratiques pastorales, agroécologiques et de gestion de la biodiversité dans les pays cibles (Burkina Faso, Mali, Niger et zones transfrontalières).
3. Identifier et approfondir les thématiques prioritaires liées aux transitions agroécologiques et à la gestion durable des écosystèmes pastoraux : sécurisation foncière, gouvernance de la mobilité, conservation de la biodiversité, valorisation des services écosystémiques, reconnaissance des savoirs agroécologiques différenciés selon le genre et rôle des femmes et des jeunes dans l'innovation et la transmission des pratiques.
4. Produire et diffuser des livrables scientifiques et opérationnels de haute qualité (rapports nationaux, notes d'orientation, bases de données, infographies, récits et témoignages), assortis d'indicateurs d'utilisation et d'impact — tels que le nombre de politiques publiques intégrant les résultats, ou d'organisations pastorales et de plateformes régionales mobilisant ces connaissances pour orienter leurs actions et plaidoyers.
5. Renforcer les capacités des organisations pastorales (OP) et des acteurs locaux en matière d'analyse, de capitalisation et d'appropriation des données et des connaissances sur la biodiversité et l'agroécologie, afin de consolider leur autonomie technique, politique et environnementale.
6. Animer et consolider une communauté de pratique régionale alignée sur les dynamiques de l'Année internationale des parcours et des pasteurs (IYRP 2026), favorisant l'apprentissage mutuel, la circulation horizontale des connaissances et la diffusion coordonnée des résultats. Cette communauté mettra en lumière les bonnes pratiques agroécologiques et de biodiversité issues du pastoralisme et soutiendra le plaidoyer régional et international en faveur de systèmes pastoraux durables et inclusifs.

### *Résultat 1*

Une méthodologie de recherche-action validée et harmonisée entre les pays cibles, intégrant les dimensions du pastoralisme, de l'agroécologie et de la biodiversité.

Indicateur : un document méthodologique validé par les parties prenantes nationales et régionales, incluant un cadre conceptuel, des outils de collecte, un calendrier opérationnel et une cartographie des partenaires impliqués.

## Résultat 2

Un diagnostic régional consolidé et participatif, mettant en évidence les acquis, limites et leçons issus des projets et programmes antérieurs sur le pastoralisme, l'agroécologie et la biodiversité, tout en les confrontant aux savoirs, pratiques et perceptions des éleveurs pasteurs. Ce diagnostic permettra ainsi de croiser les approches institutionnelles et les expériences vécues pour mieux identifier les leviers d'action réellement adaptés aux réalités du terrain.

### Indicateur

Un rapport de synthèse validé, intégrant des analyses comparatives entre les dispositifs de projet et les pratiques locales documentées auprès des pasteurs, utilisé par les partenaires pour orienter les nouvelles actions de recherche, de gouvernance et de plaidoyer.

## Résultat 3

Des rapports nationaux analytiques documentant les bonnes pratiques pastorales, agroécologiques et de gestion de la biodiversité dans les pays cibles, complétés par un « Livret du savoir local » valorisant les connaissances, innovations et pratiques issues du terrain. Ce livret servira d'outil de capitalisation et de transmission des savoirs endogènes, illustrant la richesse et la diversité des expériences pastorales locales.

### Indicateurs

- Au moins quatre rapports nationaux produits, validés et diffusés auprès des acteurs publics et des organisations pastorales ;
- Un Livret du savoir local élaboré à partir des données de terrain, illustrant des pratiques identifiées et validées conjointement avec les communautés pastorales.

## Résultat 4

Des notes d'orientation politique (policy briefs) co-produites et diffusées, traduisant les résultats de la recherche en recommandations opérationnelles pour les décideurs et partenaires.

### Indicateurs

- Au moins trois notes nationales et une note régionale produites et partagées avec les institutions publiques, les organisations régionales et les partenaires techniques ;
- Au moins trois politiques, stratégies ou plans d'action s'appuyant partiellement sur ces recommandations.

## Résultat 5

Une base de données participative centralisant les pratiques pastorales, agroécologiques et de préservation de la biodiversité, alimentée par les acteurs locaux et régionaux.  
Indicateurs :

- Base de données accessible en ligne et mise à jour par au moins trois catégories d'acteurs (organisations pastorales, chercheurs, institutions publiques) ;
- Au moins 50 fiches de pratiques documentées et géoréférencées.

## Résultat 6

Les modalités de mise en place d'une communauté de pratique régionale sont définies, en vue de favoriser à terme les échanges horizontaux, la capitalisation collective et le plaidoyer coordonné sur les enjeux du pastoralisme, de l'agroécologie et de la biodiversité.

Cette communauté, à constituer progressivement sous la coordination du RBM et de l'ILC, visera à renforcer la circulation des connaissances et l'apprentissage mutuel entre les acteurs.

## Indicateurs

- Un document de cadrage précisant les objectifs, les modalités de fonctionnement et les critères d'adhésion de la communauté de pratique, validé par les parties prenantes ;
- Un comité de pilotage restreint et une première plateforme collaborative testée avec au moins 15 à 20 membres actifs (organisations pastorales, chercheurs, institutions, bailleurs) ;
- Au moins deux échanges ou dialogues régionaux pilotes organisés, contribuant à la préparation d'une communauté pleinement opérationnelle dans le cadre de l'Année internationale des parcours et des pasteurs (IYRP 2026).

## 2. Méthodologie proposée

La recherche-action adoptera une approche participative, itérative et ancrée dans les réalités pastorales, combinant rigueur scientifique et savoirs issus du terrain. Elle visera à croiser les perspectives institutionnelles, scientifiques et communautaires, en plaçant les éleveurs pasteurs au cœur du processus d'analyse et de validation des résultats.

## Principes d'approche

- Participative et inclusive : associant les organisations pastorales (OP), les jeunes, les femmes, les chercheurs, les autorités locales et les services techniques à toutes les étapes du processus (co-construction des outils, collecte, interprétation et diffusion des résultats).
- Pluridisciplinaire : mobilisant des compétences en socio-anthropologie, économie, climat, gouvernance, droit, agroécologie et biodiversité, pour une lecture systémique du pastoralisme.
- Comparative et territoriale : s'appuyant sur une analyse multi-pays (Burkina Faso, Mali, Niger et zones transfrontalières) et multi-échelles (locale, nationale, régionale), afin d'identifier convergences, spécificités et leviers communs.
- Itérative et ancrée dans l'action : articulant enquêtes de terrain, ateliers de co-analyse avec les communautés, capitalisation progressive et restitution à visée opérationnelle.
- Reconnaissance des savoirs locaux : valorisant les connaissances, pratiques et innovations des éleveurs pasteurs à travers des outils adaptés tels que le Livret du savoir local et la base de données participative.

## Étapes de mise en œuvre

1. Validation concertée de la méthodologie et des outils de recherche, incluant les critères de participation communautaire et de documentation des savoirs locaux.

2. Collecte et analyse des données dans les pays cibles, à partir d'une triangulation entre sources institutionnelles, observations de terrain et entretiens avec les éleveurs et éleveuses.
3. Production des rapports nationaux et d'une synthèse régionale, intégrant un volet comparatif entre politiques, pratiques et perceptions locales.
4. Restitutions nationales et régionales permettant la validation des résultats par les acteurs et leur traduction en recommandations de plaidoyer.
5. Définition des modalités de mise en place d'une communauté de pratique régionale, sous la coordination du RBM et de l'ILC, afin de structurer durablement les échanges horizontaux, la capitalisation collective et la diffusion des connaissances.

## 2. Livrables attendus

La recherche-action produira un ensemble de livrables à la fois scientifiques, opérationnels et participatifs, reflétant la diversité des approches et la richesse des savoirs locaux. Ces produits viseront à renforcer la prise de décision, le plaidoyer politique et la valorisation des connaissances agroécologiques et pastorales.

### *Livrables principaux*

- Méthodologie validée et note de cadrage, comprenant le cadre conceptuel, les outils, le plan de travail et les dispositifs de participation communautaire.
- Rapports nationaux analytiques (4 dont un par pays cible) documentant les bonnes pratiques pastorales, agroécologiques et de gestion de la biodiversité, co-produits avec les acteurs locaux.
- Synthèse régionale comparative, intégrant une analyse transversale des résultats nationaux et une lecture croisée entre les politiques publiques, les initiatives de projet et les savoirs des éleveurs pasteurs.
- Notes d'orientation et notes politiques (nationales et régionale), traduisant les résultats en recommandations concrètes pour les décideurs, les institutions régionales et les partenaires techniques et financiers.
- Base de données participative recensant les pratiques pastorales, agroécologiques et de biodiversité, alimentée par les organisations pastorales, les chercheurs et les institutions publiques.
- Livret du savoir local, valorisant les connaissances et innovations des pasteurs à travers des études de cas, témoignages, illustrations et exemples concrets de bonnes pratiques.
- Dossier visuel comprenant des infographies, photographies et récits de terrain destinés à la communication, la sensibilisation et le plaidoyer.
- Rapport final de recherche-action, rassemblant les principales analyses, leçons et recommandations pour la mise à l'échelle des pratiques agroécologiques pastorales au niveau régional.

## 3. Gouvernance et rôles des partenaires

La gouvernance de la recherche-action repose sur une architecture partenariale multi-niveaux, combinant coordination régionale, ancrage national et participation communautaire. Elle associe les organisations pastorales, les institutions publiques, les chercheurs et les partenaires

techniques et financiers, dans une logique de co-construction, de validation partagée et de redevabilité mutuelle.

#### *Rôles et responsabilités des partenaires*

- Réseau Billital Maroobé (RBM) :

Assure la coordination technique et politique du projet au niveau régional ; supervise la mobilisation des organisations pastorales (OP) et facilite la collecte participative des données dans les pays cibles. Le RBM conduit également la diffusion régionale des résultats et le plaidoyer politique auprès des institutions régionales et continentales (CEDEAO, UA, etc.).

- International Land Coalition (ILC) :

Fournit un appui méthodologique et scientifique, assure la capitalisation des résultats et la liaison avec ses membres ainsi qu'avec la Coalition nationale foncière au Burkina Faso. L'ILC joue également un rôle clé dans le plaidoyer international et la mise en relation avec les plateformes globales sur la gouvernance foncière et les droits des communautés.

- Fondation McKnight

Apporte le financement principal de la recherche-action, ainsi qu'un appui stratégique pour la valorisation des résultats dans ses réseaux agroécologie et climat. Elle contribue également à la mise à l'échelle des approches innovantes identifiées dans le cadre du projet.

- Directions Générales des Études et des Statistiques (DGES)/Système d'Alerte Précoce (SAP) et leurs équivalents nationaux :

Constituent des partenaires institutionnels de référence pour la production, la validation et la diffusion des données. Leur rôle devra être clairement défini dans la méthodologie proposée et portera sur :

- La fourniture et la mise en cohérence des données statistiques existantes avec celles issues des enquêtes de terrain ;
- La validation méthodologique et technique des instruments de collecte, en lien avec les ministères en charge de l'élevage, de l'agriculture et de l'environnement ;
- La co-supervision des travaux d'analyse au niveau national, afin de garantir la compatibilité avec les systèmes statistiques nationaux et les cadres de suivi gouvernementaux ;
- La participation aux comités nationaux de pilotage et aux ateliers de restitution, pour faciliter l'intégration des résultats dans les politiques publiques.

Les modalités de collaboration avec les DGES/SAP seront formalisées à travers des lettres de collaboration, précisant les rôles, les responsabilités, les échanges de données, les mécanismes de validation et les dispositifs de restitution conjointe.

- Chercheurs et experts nationaux :

Conduisent les études thématiques et les enquêtes de terrain, assurent l'analyse des données, la rédaction des rapports et la production des livrables (rapports nationaux, synthèse régionale,



notes de politique, etc.). Ils travaillent en étroite coordination avec le RBM, les DGES et les équipes nationales pour garantir la rigueur scientifique et la pertinence contextuelle des résultats.

- Partenaires techniques et financiers (PTF) :

Apportent un appui technique et financier complémentaire, contribuent à la mobilisation des ressources et à l'intégration des résultats dans leurs propres programmes et cadres d'intervention régionaux.

## 5. Profil recherché

Le/la consultant(e) ou l'équipe devra avoir :

- Une expertise avérée en pastoralisme, agroécologie, biodiversité et changement climatique, avec une bonne compréhension des interactions entre pratiques locales, politiques publiques et dynamiques écologiques ;
- Une expérience confirmée (au moins sept ans) en recherche-action participative et multi-acteurs, impliquant à la fois les communautés locales, les organisations pastorales et les institutions publiques ;
- Une maîtrise démontrée des approches de collaboration interinstitutionnelle, notamment avec les Directions Générales des Études et des Statistiques (DGES) ou leurs équivalents, incluant la mise en cohérence des données, la validation méthodologique et la production conjointe d'analyses ;
- Une bonne connaissance des dynamiques foncières, de la mobilité pastorale, de la gouvernance territoriale et des politiques sectorielles en Afrique de l'Ouest ;
- Une capacité à documenter et valoriser les savoirs endogènes, en produisant des outils adaptés (livret du savoir local, bases de données participatives, infographies, etc.) ;
- Une aptitude à produire des livrables de qualité scientifique et opérationnelle, alignés sur les standards de la recherche et du plaidoyer (rapports, notes d'orientation, bases de données, etc.) ;
- Une expérience en animation de processus participatifs, en capitalisation d'expériences et en facilitation de communautés de pratique ;
- Une excellente maîtrise du français, avec de bonnes capacités rédactionnelles et de communication ; la connaissance de l'anglais constitue un atout pour les interactions régionales et internationales.

## 4. Durée et calendrier indicatif

La mission est prévue sur une période de 60 jour calendaire répartie sur 3 mois (octobre – décembre 2025), incluant :

- Octobre 2025 : Validation de la méthodologie (atelier de lancement) et finalisation des outils de collecte.
- Novembre 2025 : Collecte et analyse des données dans les pays cibles ; élaboration des premiers rapports nationaux.

- Décembre 2025 : Production des rapports nationaux consolidés, rédaction des notes d'orientation, organisation de la restitution régionale et remise du rapport final.

## 5. Zones d'étude

L'étude couvrira les espaces transfrontaliers prioritaires suivants :

- Niger – Bénin
- Niger – Nigeria
- Burkina Faso – Ghana
- Burkina – Cote d'Ivoire
- Mali – Cote d'Ivoire

Ces zones ont été retenues en raison de leur importance stratégique pour la mobilité pastorale régionale et de leur forte représentativité des dynamiques agroécologiques et socio-économiques du Sahel et des zones de transition vers les pays côtiers. Elles constituent des espaces de complémentarité écologique et saisonnière entre zones pastorales sahéliennes et zones agricoles soudaniennes, où s'observent à la fois des formes d'intégration réussies entre agriculture et élevage, mais aussi des pressions croissantes sur les ressources naturelles (eau, pâturages, terres).

Le choix de ces frontières s'explique également par la présence active des organisations membres du RBM et de leurs partenaires (AREN, GNAP, ANOPER, etc.), ainsi que par la pertinence des dynamiques locales déjà engagées dans la gouvernance de la transhumance, la gestion concertée des ressources et la prévention des conflits. Ces espaces constituent ainsi de véritables laboratoires vivants pour analyser et valoriser les bonnes pratiques pastorales, agroécologiques et de biodiversité au cœur des systèmes transfrontaliers ouest-africains.

Enfin, il convient de souligner que, jusqu'à présent, les approches agroécologiques dites "sensibles au pastoralisme" ont rarement intégré la dimension des grands ensembles géographiques et transfrontaliers en Afrique de l'Ouest. Cette recherche-action représente donc une opportunité unique d'ancrer les pratiques agroécologiques dans une lecture territoriale et régionale élargie, en cohérence avec la nature mobile, intégrée et interconnectée du pastoralisme ouest-africain.

## 6. Modalités de candidature

Les candidats intéressés sont invités à soumettre :

Les candidats intéressés sont invités à soumettre une offre technique et financière à l'adresse suivante : [altinerabiou@billital.org](mailto:altinerabiou@billital.org), [rabiou25@yahoo.fr](mailto:rabiou25@yahoo.fr) avec copie à [ibrahimachecouattara@billital.org](mailto:ibrahimachecouattara@billital.org), [checibrahimaouattara@gmail.com](mailto:checibrahimaouattara@gmail.com) et [issoufoudiallo@billital.org](mailto:issoufoudiallo@billital.org), [issoufoudiallo09@gmail.com](mailto:issoufoudiallo09@gmail.com).

- Une note méthodologique détaillant la compréhension des TdR, l'approche proposée, les outils de collecte et d'analyse, ainsi que le calendrier de travail ;
- Un CV détaillé (ou les CV des membres de l'équipe) ;

- Un budget estimatif incluant honoraires et frais opérationnels ;
- Des références de missions similaires réalisées.

Date limite de réception des candidatures : samedi 25 octobre 2025 à 12h30 GMT.

NB : Seuls les candidats présélectionnés seront contactés.